

Cameroun | Rapport sur les Déplacements, Région de l'Extrême-Nord
Round 9 | 26 Juin – 7 Juillet 2017



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Les opinions exprimées dans ce rapport sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). Les termes employés et la présentation des faits tout au long du rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part de l'OIM concernant le statut juridique des pays, territoires, villes ou régions, ou des autorités, ou concernant des frontières ou limites.¹

L'OIM s'est engagée en faveur du principe qu'une migration humaine et ordonnée bénéficie aux migrants ainsi qu'à la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires au sein de la communauté internationale pour: assister à surmonter le challenge opérationnel de la migration; favoriser la compréhension des problématiques migratoires; encourager le développement économique et social au travers des migrations ; et assurer la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Organisation Internationale pour les Migrations
UN House Comice
Maroua
Région de l'Extrême-Nord
Cameroun
Cecilia Mann
Tel.: +237 691 794 050
E-mail: cmann@iom.int
Site web: www.globaldtm.info/cameroon/

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, archivée ou transmise sous quelque forme et de quelque façon, électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

¹ Les cartes fournies le sont uniquement à titre illustratif. Les représentations ainsi que l'utilisation des frontières et des noms géographiques sur ces cartes peuvent comporter des erreurs et n'impliquent ni jugement sur le statut légal d'un territoire, ni reconnaissance ou acceptation officielles de ces frontières de la part de l'OIM.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne





Cameroun | Rapport sur les Déplacements, Région de l'Extrême-Nord, Round 9 | 26 Juin – 7 Juillet 2017



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Table de Matières

Résumé.....	4
Méthodologie et Contexte	5
Limites	6
Populations Déplacées	7
Personnes Déplacées Internes	16
Réfugiés non-enregistrés.....	21
Retournées	26
Tendances.....	31
Témoignages.....	32
Annexes	



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



RÉSUMÉ

La Matrice de Suivi des Déplacements tiré de l'anglais *Displacement Tracking Matrix* (DTM), est un outil de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), qui permet de suivre et de surveiller les déplacements et la mobilité des populations. Elle relève des informations à différents niveaux, les traite et les diffuse, afin de garantir aux acteurs humanitaires, aux gouvernements et autres acteurs intéressés, une meilleure compréhension des mouvements et de l'évolution des besoins des populations déplacées: les facteurs d'influence, les moyens et durées de déplacement, les intentions futures des migrants, leurs conditions de vie et encore bien d'autres éléments sont autant d'informations recherchées et récoltées auprès des populations déplacées elles-mêmes.

Ce rapport donne un aperçu de la situation dans la Région de l'Extrême-Nord du Cameroun où les déplacements de population sont principalement dus à l'insécurité (notamment liés aux violences des groupes extrémistes armés) et dans une moindre mesure à des phénomènes climatiques. Les informations présentées dans ce rapport ont été récoltées auprès de personnes déplacées, avec l'accord et le soutien des autorités locales pendant la période du 26 juin au 07 juillet 2017.



La population déplacée est estimée à un total de 325 589 individus. 235 913 PDI, 30 278 réfugiés non-enregistrés et 59 398 retournés.



678 villages ont été évalués, comprenant 14 nouveaux villages. 48 villages additionnels se sont révélés totalement inhabités.



91% des populations déplacées le sont en raison du conflit armé qui a lieu dans la région.



8% des déplacements sont liés aux inondations et autres facteurs climatiques.²



La population déplacée est composée à 51% d'hommes.



La population déplacée est composée à 49% de femmes.



67% de la population est composée de jeunes ayant entre 0 et 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 3% des déplacés.



48% des ménages déplacés vivent au sein de communautés hôtes, 16% vivent en location, 21% dans des sites spontanés, 13% sont rentrés dans leurs maisons d'origine, 1% dans des centres collectifs, et 1% en plein-air.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



² Veuillez noter que le 1% restant est dû à des troubles interethniques/intercommunautaires

MÉTHODOLOGIE ET CONTEXTE

MÉTHODOLOGIE

La collecte des données DTM a été effectuée par 122 énumérateurs formés, équipés et déployés dans les 6 départements de la région de l'Extrême-Nord, à savoir le Mayo-Kani, le Mayo-Danay, le Diamaré, le Mayo-Tsanaga, le Mayo-Sava et le Logone-et-Chari. Les énumérateurs assurent des rôles bien précis de points focaux, chefs d'équipe ou simple énumérateurs, facilitant la coordination dans la collecte d'information, sous la responsabilité directe de l'équipe DTM.

Lors de cet exercice, des enquêtes ont été effectuées dans 726 localités³, puis un questionnaire orienté ménages a été administré à 3 589 ménages répartis sur 497 localités, ciblés par un échantillonnage représentatif des estimations de personnes déplacées internes, retournées et réfugiées non-enregistrés dans chaque site. 150 sites spontanés ont été recensés lors de cet exercice.

Les énumérateurs engagés dans la mise en place de cet outil, sont formés sur la méthodologie de la DTM à Maroua. Ces formations sont assurées à intervalles réguliers afin de renforcer la capacité locale en collecte et gestion des données.

La collecte se fait à l'aide de tablettes adaptées, pour faciliter la récolte et l'analyse des données, ainsi que pour optimiser la qualité des données auprès des informateurs clés. Plusieurs formulaires sont utilisés pour, et adapté à chaque niveau d'information requis. Ainsi, des informations sont collectées au niveau départemental, au niveau des arrondissements, des villages, et enfin des ménages. Les tablettes sont formatées de telle sorte que les données soient cohérentes et complètes.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés par round :

L'évaluation au niveau des départements se fait à travers les points focaux qui travaillent auprès des préfets. C'est également à ce niveau que l'échantillonnage de l'enquête ménage est défini.

Au niveau des arrondissements, les chefs d'équipes collectent des données auprès des sous-préfets. C'est à ce niveau que les listes des villages sont mises à jour.

Au niveau des villages, ce sont les énumérateurs qui collectent les données auprès des chefs de village et des représentants de déplacés, et de toutes autres personnes pouvant fournir des informations sur les déplacés.

Le quatrième et dernier outil de collecte est réalisé au niveau des ménages identifiés selon l'échantillon fait au niveau du département, prenant en compte la liste des villages identifiés au niveau arrondissement, et des ménages identifiés par le chef de village.

Les autorités traditionnelles et religieuses sont impliquées à chaque niveau et les résultats finaux sont validés par le gouverneur de la région.

CONTEXTE

Depuis 2014, le Cameroun est affecté par des attaques perpétrées par le groupe d'insurgés nommé Boko Haram. Les attaques et les menaces récurrentes sur les villes et les populations continuent de provoquer le déplacement des populations vivant dans la Région de l'Extrême-Nord. Par sa situation géographique et culturelle (étant frontalière avec le Nigeria et le Tchad), la région a subi des dégâts matériels et humains importants.

³ De ces 726, 48 se sont avérés détruits ou inhabités, expliquant donc le chiffre de 678 cité dans les parties analytiques de ce rapport.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a mis en place la matrice de suivi des déplacements (Displacement Tracking Matrix) au Cameroun en Novembre 2015 pour obtenir un aperçu des populations déplacées, retournées et réfugiées (non-enregistrés). Cela a également permis de connaître leurs besoins ainsi que les facteurs renforçant leurs vulnérabilités. Ces informations sont collectées afin d'informer le gouvernement du Cameroun et la communauté humanitaire sur les mouvements dans la Région de l'Extrême Nord.

Afin de faciliter la lecture de ce rapport, les définitions suivantes sont retenues pour les trois catégories de populations cibles :

Une personne déplacée interne (PDI) est une personne qui s'est trouvée dans l'obligation de se déplacer de son lieu de vie habituel vers un autre lieu au sein du même pays. Ce mouvement est provoqué par des facteurs contraignants tels que des catastrophes naturelles ou des conflits.

Un réfugié non-enregistré est une personne ressortissante d'un pays autre que celui où elle se trouve et qui est venue dans ce dernier pour chercher refuge d'une situation à laquelle elle était confrontée dans son pays d'origine, mais qui ne vit pas dans un camp officiel et qui n'est pas enregistré comme réfugiée selon les normes et lois du droit international.

Une personne retournée est une personne vivant dans un lieu autre que son lieu d'origine (que ce soit dans le même pays ou à l'étranger) qui a choisi de retourner à son lieu d'origine.

Le présent rapport reflète les données collectées entre le 26 juin et le 7 juillet 2017 en présentant les informations chiffrées sur chacune des populations cibles, notamment: les données démographiques, la répartition géographique ainsi que l'évolution comparative des déplacements depuis le dernier rapport, les origines et destinations de migrants, leurs raisons et périodes de déplacements, types de résidences, moyens de subsistance et enfin futures intentions de déplacement ou de retour .

Ces données ont été collectées dans 726 villages⁴, répartis dans 37 arrondissements au sein des 6 départements de la région.

LIMITES

La situation sécuritaire volatile marquée surtout par des attaques kamikazes fréquentes est un grand défi en termes d'accès dans la région. Lors de la collecte du round 9, il y a eu trois attaques Kamikazes perpétrées par Boko Haram dans les arrondissements de Pette (le 27 juin) et Mora (le 29 et le 30 juin). Le village d'Alagarno qui était interdit d'accès par la Gendarmerie Nationale, le demeure tout comme certaines autres localités. Pour pallier à ce genre de situation, un système de contact téléphonique est utilisé lorsque les conditions le permettent, pour atteindre les informateurs clés des zones concernées afin de mettre à jour les informations nécessaires.

Une deuxième difficulté survient avec la saison des pluies qui restreint l'accès par voies terrestres pour cause d'inondation. Puisque ce problème est plus prévisible que les limitations liées au conflit, les équipes ont déjà mis en place un système de communication avec les informateurs clés dans les zones dites « à risque » pour pouvoir obtenir les informations par d'autres moyens, comme par exemple le téléphone.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



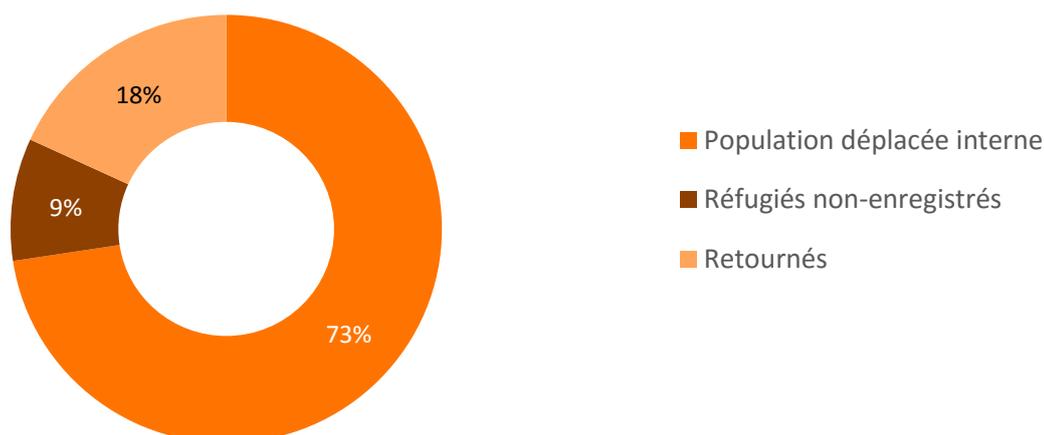
⁴ Dont 48 se sont relèves inhabités et donc pas pris en compte dans le nombre cité par la suite.

POPULATIONS DÉPLACÉES

FAITS SAILLANTS

Lors du round 9 de la DTM, un total de 325 589 individus (54 418 ménages) a été recensé dont 235 913 PDI (40 114 ménages), 30 278 réfugiés non-enregistrés (4 795 ménages) et 59 398 retournés (9 509 ménages).

Répartition de la population déplacée



Représentation du déplacement par département⁵

Département	# de villages enquêtés	Population totale	Population déplacé	%
Diamaré	46	111480	6027	5%
Logone et Chari	450	750774	177577	24%
Mayo Danay	35	175280	15390	9%
Mayo Kani	22	61179	912	1%
Mayo Sava	60	289364	71718	25%
Mayo Tsanaga	113	487876	53965	11%

Profil démographique

Des populations cibles, 27% des chefs de ménage sont des femmes, dont la moyenne d'âge est de 38 ans alors que la moyenne d'âge chez les 73% d'hommes chefs de ménage est de 44 ans. Ceci montre une baisse de 2% des femmes chefs de ménage.⁶ 67% de la population a moins de 18 ans dont 44% a moins de 5 ans.

⁵ Veuillez noter que les chiffres de 'population totale' ne proviennent pas de l'OIM mais des autorités locales et n'ont pas été actualisés depuis quelques temps. Bien que cette base sera utilisé dans le futur, nous permettant de voir l'évolution du pourcentage de déplacement sur une base fixe, elle n'est pas forcément représentative.

⁶ Cette légère baisse est attribuable aux variations d'échantillonnage de collecte en collecte.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

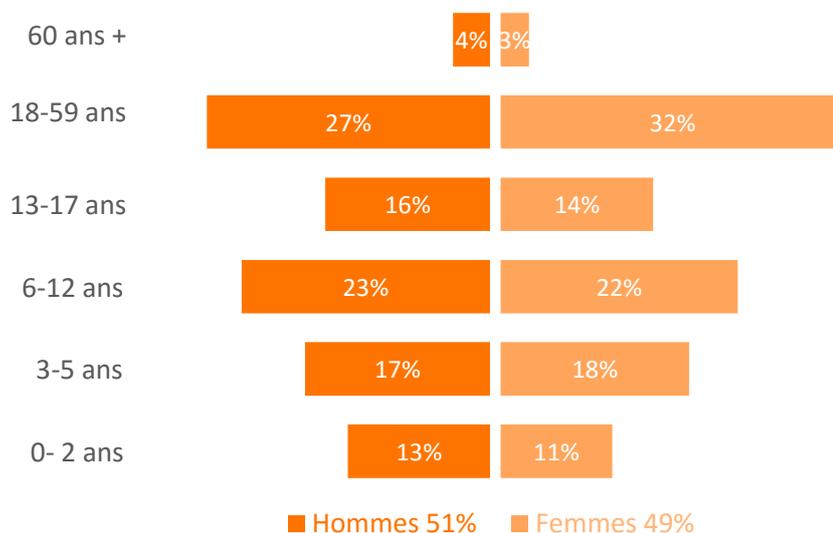


Selon l'enquête ménage, couvrant 3 589 ménages de la région, la répartition des femmes chefs de ménage (FCdM) se présente comme suit :

Departement	FCdM PDI	FCdM Réfugié	FCdM Retourné	FCdM Total
Diamaré	102	1	5	108
Logone et Chari	141	90	76	307
Mayo Danay	76	8	52	136
Mayo Kani	6	1	34	41
Mayo Sava	5	0	77	82
Mayo Tsanaga	131	56	107	294
	461	156	351	968

La taille moyenne d'un ménage déplacé est de 7.5 personnes. 97% des ménages déplacés ont des enfants et le nombre moyen d'enfants par ménage est 6. Ici il n'y a donc pas eu de changement depuis la dernière collecte.

Répartition par âge des populations déplacées



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



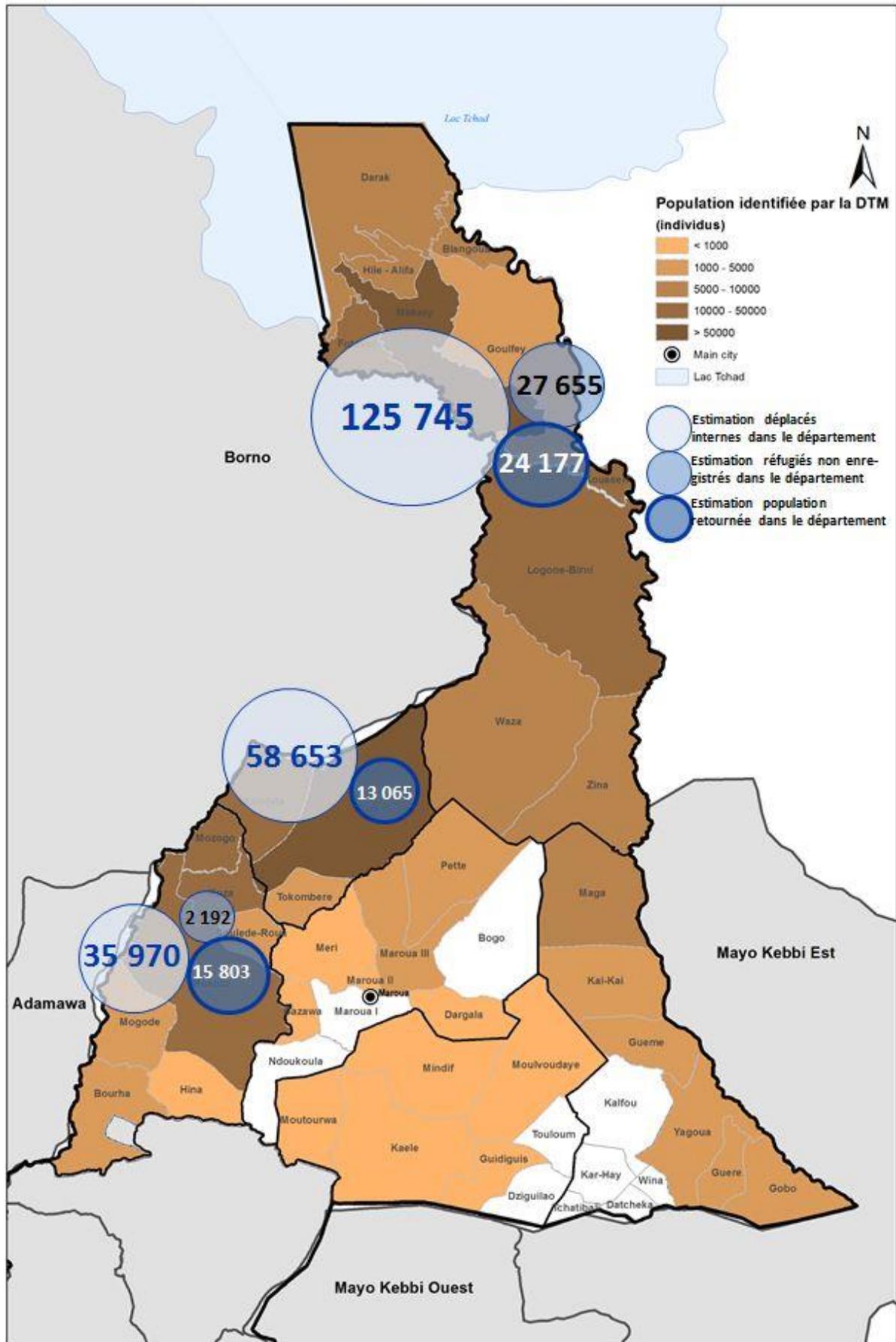


Figure 1: Répartition des trois populations cibles

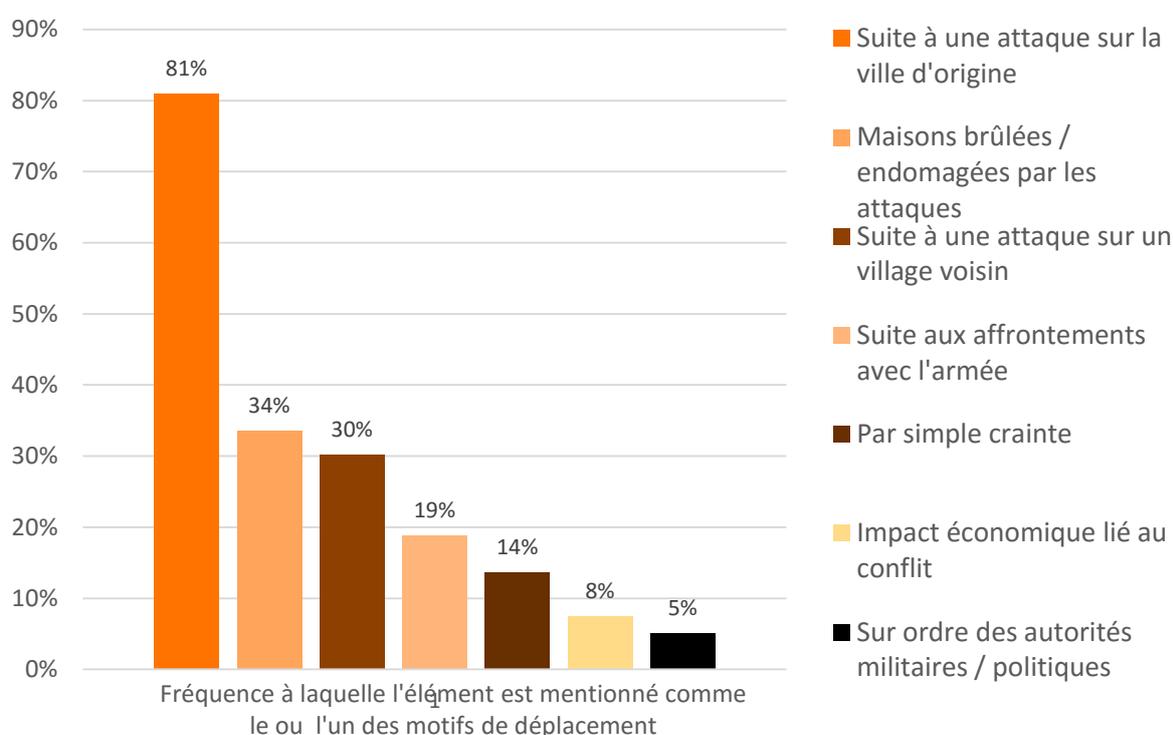


Raisons du déplacement⁷

91% des populations cibles se sont déplacées en raison du conflit lié à Boko Haram notamment au Logone-et-Chari, qui accueille également la plupart des réfugiés non enregistrés, tous en provenance du Nigéria.⁸ Ceci représente une baisse de 5% par rapport au round 8. Ces 5% s'ajoutent aux personnes se déplaçant pour des raisons climatiques, élevant ainsi le pourcentage à 8%. La hausse en termes de déplacements climatiques s'explique par l'arrivée de la saison pluvieuse et l'augmentation d'inondations. Ceci n'implique pas forcément une baisse réelle en termes de déplacements liés au conflit⁹ puisque les zones les plus inondées ne sont pour la plupart pas le théâtre des exactions de Boko Haram notamment pour cause d'inaccessibilité.

Alors que la majorité des déplacés le sont pour des raisons d'insécurité liée au conflit, la nature de cette insécurité peut varier pour chaque déplacé. Lorsque l'on interroge les personnes déplacées sur le motif de leur déplacement, elles déclarent le plus souvent avoir fui une attaque sur leur localité d'origine. Il est à noter que ces motifs ne sont pas exclusifs.

Motifs de déplacements (pour les populations affectées par le conflit)



⁷ La partie concernant la répartition des lieux d'origine et de destination sera traitée dans les chapitres portant sur les trois populations cibles.

⁸ Tous les réfugiés non enregistrés recensés lors de cette collecte viennent du Nigéria avec l'exception de 34 personnes en provenance du Tchad qui se trouvent tous dans le département du Mayo-Danay.

⁹ Bien au contraire même, certaines zones ont vu une hausse due aux attaques. Ceci est expliqué dans la partie dédiée aux départements de ce rapport.



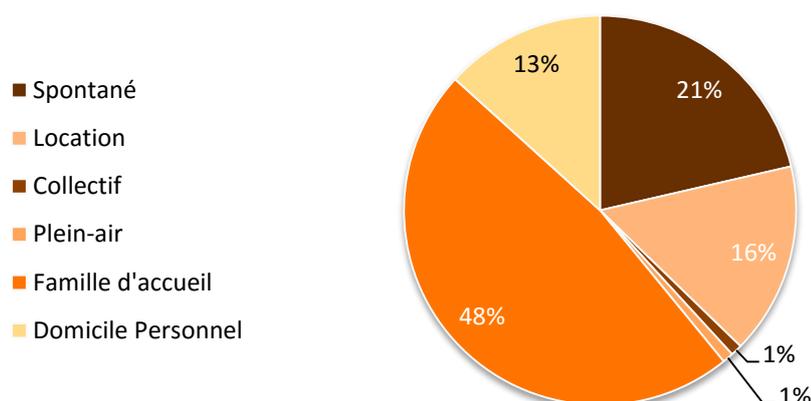
Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Répartition des types de ménages

En termes de type d'abri, aucune variation importante par rapport au round précédant n'a été observée. 48% des ménages déplacés vivent dans les familles d'accueil, 16% vivent en location, 21% dans les sites spontanés, 13% ont pu réintégrer leurs maisons d'origine¹⁰, 1% vivent dans les centres collectifs et moins de 1% vivent en plein-air. Les changements par rapport à la dernière collecte correspondent aux tendances sur le terrain, à savoir les personnes quittent les maisons de location parce que les coûts sont élevés, des personnes se déplacent de façon spontanée à cause de la saison des pluies et la hausse de retournés par rapport à la dernière collecte.

Types d'abris



Moyen de subsistance

Le moyen de subsistance le plus fréquent chez les populations cibles est l'agriculture à titre personnel avec 41% de réponse chez les personnes interrogées. Toutefois, ce résultat reflète une baisse par rapport aux activités agricoles exercées avant le déplacement, qui s'explique principalement par la perte des biens (terrains, bétails etc.) survenue lors du déplacement.

¹⁰ Il faut noter ici que ces pourcentages reflètent la population globale (toute type confondue) et de ce fait les 13% qui ont retrouvé leurs maisons d'origine s'applique uniquement aux retournés.

Subsistance	Actuellement	Avant le déplacement	Remarque
Agriculture à titre personnel	41%	73%	-
Travail journalier	33%	12%	+
Elevage	17%	39%	-
Employé agricole	21%	9%	+
Collecte de bois	12%	6%	+
Commerce autonome	10%	35%	-
Aucune	10%	2%	+
Pêche	11%	16%	-
Artisanat	7%	5%	+
Revente de produits agricoles	5%	11%	-
Vente de services	4%	2%	+
Emploi privé	2%	1%	+
Vente de biens familiaux	5%	5%	N/A
Mendicité	2%	0%	+
Autre	0%	0%	N/A
Fonctionnaire d'Etat	0%	1%	-



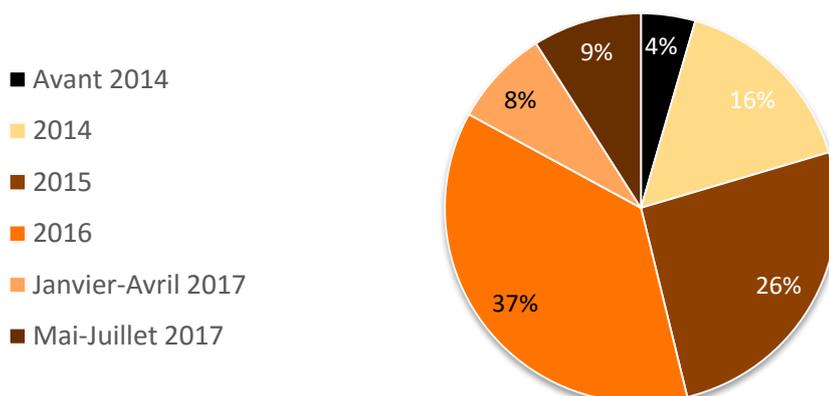
Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



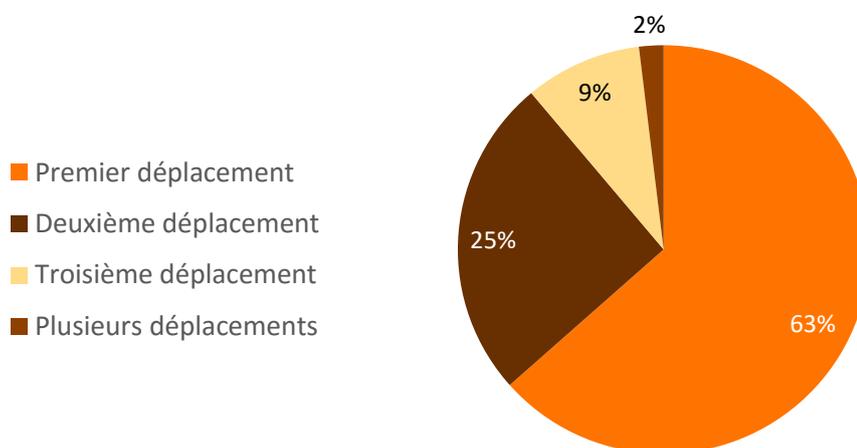
Période du déplacement¹¹

Les graphiques ci-dessous montrant la période du déplacement ainsi que la fréquence de déplacements. Dans presque un tiers des cas, le déplacement signalé lors de la collecte n'est pas le premier. Ceci est par exemple le cas pour des personnes se déplaçant une première fois à cause du conflit et une deuxième fois à cause des inondations imprévus dans la zone de destination qu'ils ont choisi.

Répartition des déplacements dans le temps



Fréquence des déplacements

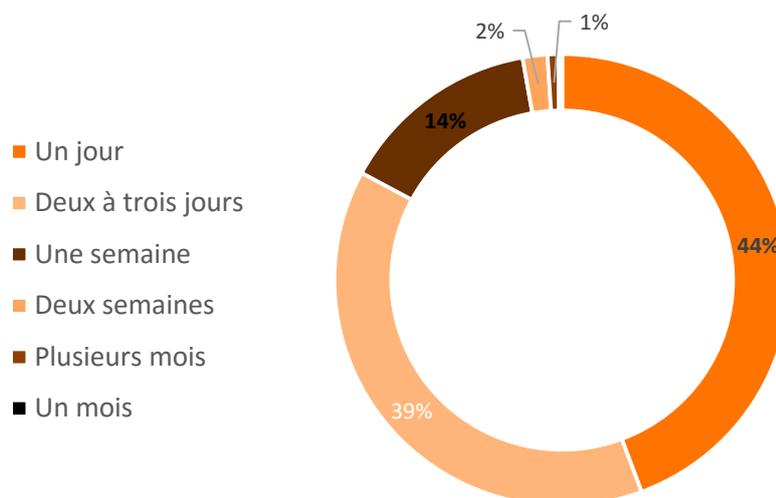


¹¹ La partie concernant les intentions de retour sera traitée dans les chapitres des PDI et des réfugiés non-enregistrés puisque les faits saillants capturent les tendances globales et les intentions de retour ne s'appliquent pas aux retournés.

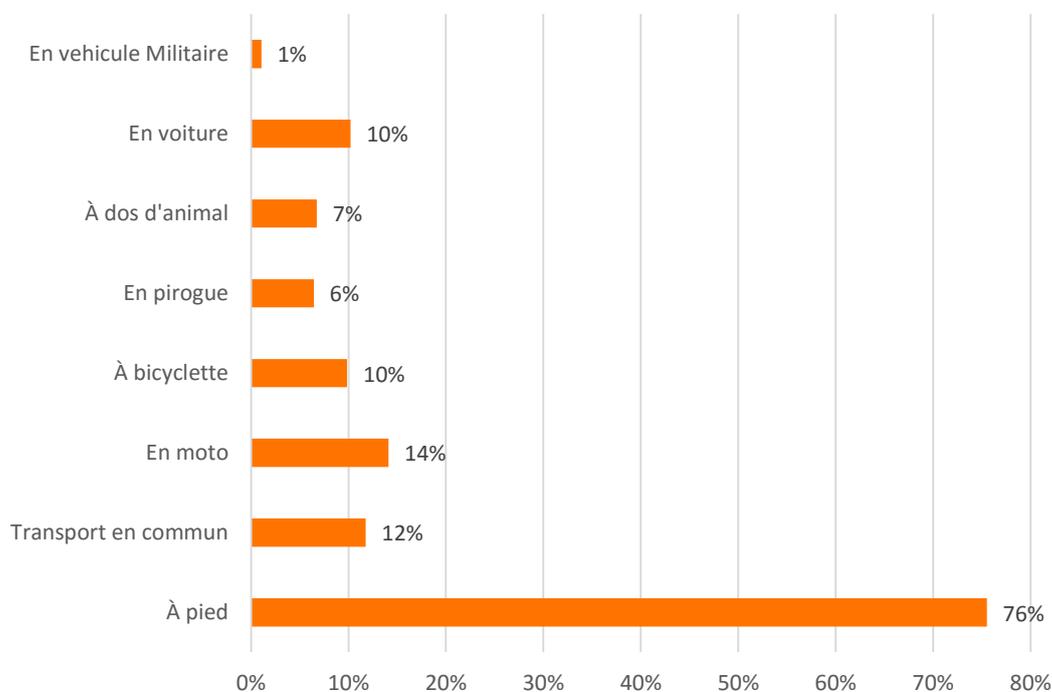
Durée du trajet et moyen de déplacement

La majorité de la population ciblée a indiqué une durée de trajet allant de 1 à 3 jours à pied entre le lieu de résidence habituel avant le déplacement et le lieu de vie actuel. Puisque les distances parcourues sont souvent abordables à pied, une préférence pour le déplacement à pied est remarquée, entre autre pour des questions économiques.

Durée du trajet



Moyens de transport



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



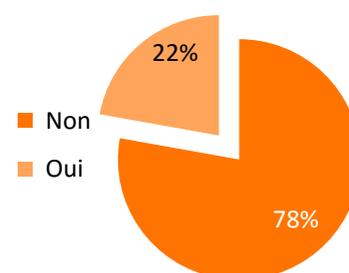
Articles Emportés

Suite aux rapprochements et entretiens auprès des ménages déplacés, les éléments personnels ou de leur patrimoine emportés avec eux lors du déplacement restent les mêmes par rapport aux collectes précédentes, à savoir majoritairement des vêtements, pièces personnelles, moustiquaires et ustensiles de cuisines.

Éléments emportés	Proportion des déplacés
Pièces personnelles/CNI	66%
Vêtements	69%
Moustiquaires	22%
Ustensiles de cuisine	25%
Matériel de couchage	18%
Denrées alimentaires	19%
Troupeaux	9%
Lampe solaire	8%
Matériel Agricole	5%
Médicaments	4%
Matériel d'hygiène	3%
Autres	3%

Visite dans les zones d'origine

Parmi les populations de PDI et de réfugiés non-enregistrés, 22% des personnes ont indiqué avoir visité leurs zones d'origine depuis leur déplacement initial.¹² A travers ces visites, les populations avaient pour objectif principal de vérifier l'état de leurs habitations et de rendre visite à leurs proches. À l'inverse, 78% de cette population de déplacés n'est pas retournée en visite dans leur lieu d'origine. Cette tendance s'explique par les problèmes sécuritaires mais aussi par les éventuelles restrictions d'accès dans certaines zones¹³.



Intentions de retour¹⁴

Parmi les populations des PDI et des réfugiés non-enregistrés, 24% indiquent vouloir retourner dans leurs lieux d'origine. Parmi les personnes envisageant un futur déplacement, que ce soit un retour ou non, la majorité cite des considérations familiales comme principale motivation de retour. Parmi les 76% qui ne souhaitent pas rentrer, les principales raisons sont le manque de moyens financiers, la destruction des propriétés/biens et des questions sécuritaires.

Intentions de retour ou de futurs déplacements (PDI et Réf.)



¹² Les retournés ne sont pas concernés par ces données statistiques.

¹³ Ces restrictions sont en partie dues à l'état des routes dû à la saison pluvieuse, les rendant impraticables, ainsi qu'aux restrictions imposées par des autorités étatiques dans certaines zones

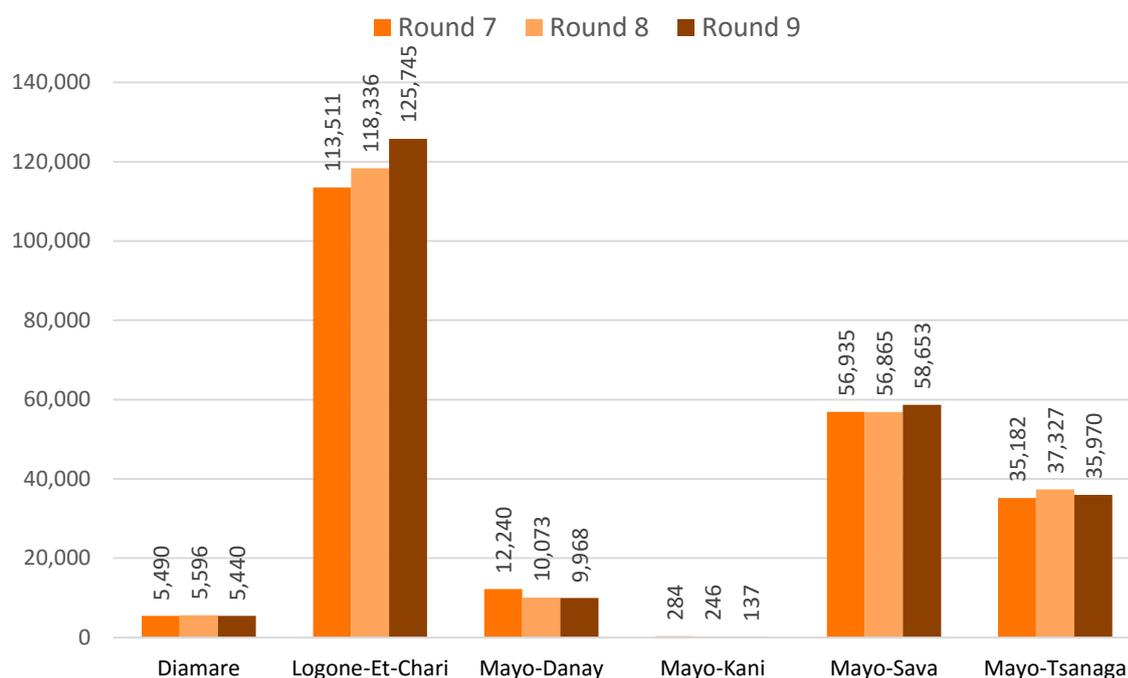
¹⁴ Les retournés ne sont pas concernés par ces données statistiques.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

D'après la collecte des données du mois de juillet 2017, la Région de l'Extrême-Nord compte 235 913 personnes déplacées internes, représentant une augmentation de 3% par rapport aux résultats de la collecte du mois de Juin 2017 (7 470 personnes supplémentaires de manière globale au sein de la région) et une augmentation de 5% (12 271 personnes de plus) par rapport à l'état dressé en Février 2017. Cette augmentation concentrée dans le Logone et Chari, s'explique principalement par la continuité des tentatives d'attaques armées de groupes assaillants, notamment celle du 22 juin à Bargaram dans l'arrondissement de Hile-Alifa, pour ne citer que celle-ci.

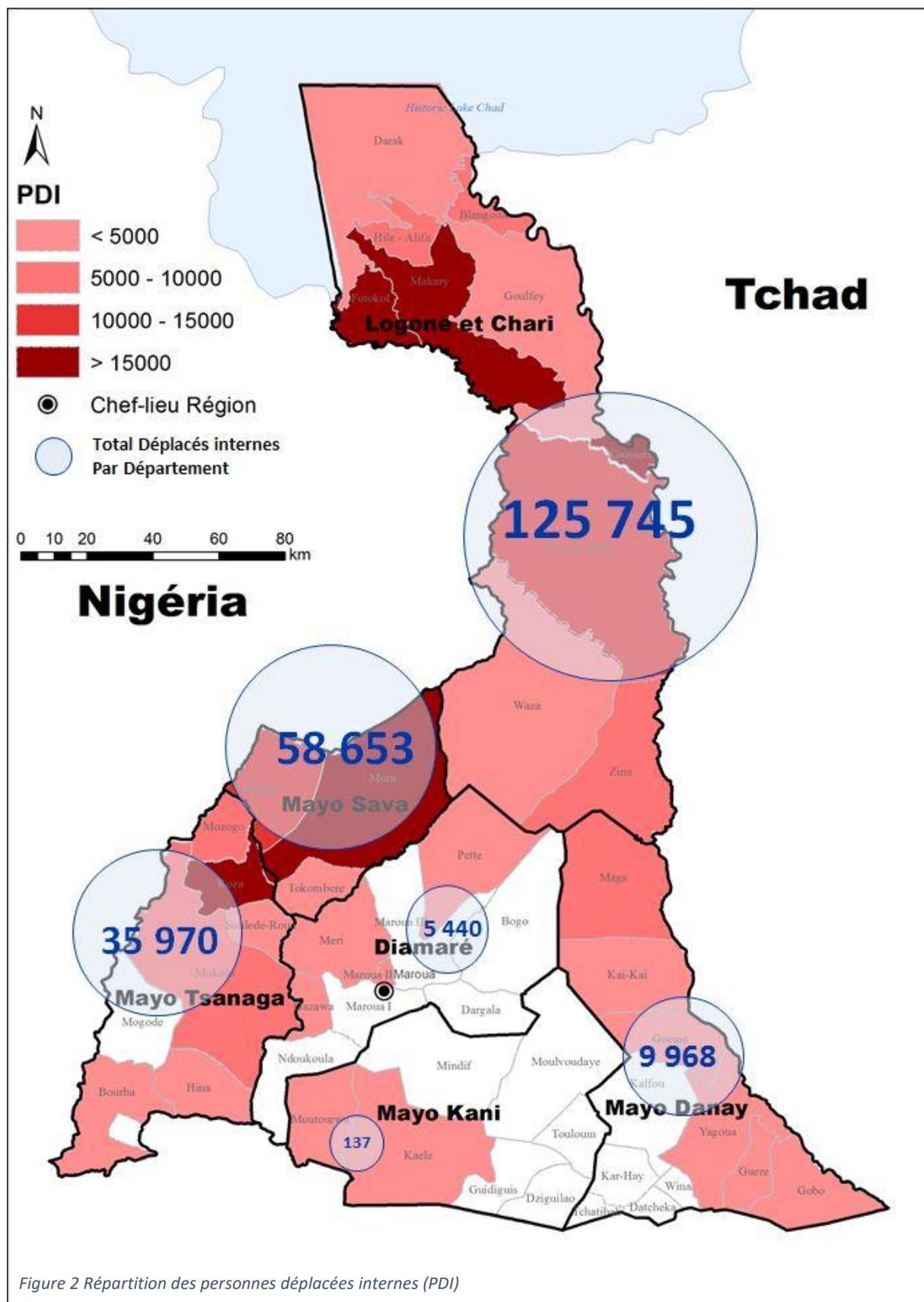
Départements	Round 6	Round 7	Round 8	Round 9	Variation 8-9
Diamare	4 999	5 490	5 596	5 440	-3%
Logone-Et-Chari	106 718	113 511	118 336	125 745	6%
Mayo-Danay	12 991	12 240	10 073	9 968	-1%
Mayo-Kani	303	284	246	137	-44%
Mayo-Sava	38 511	56 935	56 865	58 653	3%
Mayo-Tsanaga	28 386	35 182	37 327	35 970	-4%
Total	191 908	223 642	228 443	235 913	

Évolution des personnes déplacées internes par département



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne





Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



DIAMARÉ

Le Diamaré compte 5 440 PDI à savoir 2% du total régional de PDI. La plus grande concentration de cette population est localisée dans les arrondissements de Maroua III (2 259 personnes), Pette (2 019 personnes) et Maroua II (741 personnes). Ces dernières proviennent majoritairement du Mayo-Sava et d'autres localités au sein du Diamaré même. La situation sécuritaire et la saison des pluies sont ici les principaux facteurs de variations.

Il faut noter une baisse de 3% depuis la dernière collecte, à l'instar de l'arrondissement de Gazawa qui a vu une diminution de 30% de l'effectif total des PDI notamment dans la localité de Loumore où 142 individus (33 ménages) sont partis à la recherche des terres cultivables dans la région du Nord¹⁵. Dans l'arrondissement de Pette, il y a eu une augmentation des PDI dans les villages de Djaoude (61 personnes de plus), Klissawa (18 personnes de plus) et Mourgout (16 personnes de plus). Ces populations sont venues du Mayo-Sava suite aux explosions à Mora du 30 juin.

Département	% Déplacé du au conflit ¹⁶	% Déplacé dû aux catastrophes naturelles	% Déplacé pour d'autres raisons
Diamaré	100%	0%	0%
Logon et Chari	93%	6%	1%
Mayo Danay	94.5%	4.5%	1%
Mayo Kani	100%	0%	0%
Mayo Sava	100%	0%	0%
Mayo Tsanaga	100%	0%	0%



Dans le Diamaré, 59 ménages vivent dans des sites spontanés, 605 dans des maisons louées et 301 dans des familles d'accueil. Ceci représente une baisse en termes de sites spontanés, une hausse de maisons louées et une hausse de familles d'accueil.

LOGONE-ET-CHARI

Le Logone-et-Chari accueille un total de 125 745 PDI, ce qui représente 53% des PDI de la Région. La majorité de cette population se trouve dans les arrondissements de Makary (48 337 personnes), Kousseri (19 792 personnes), Fotokol (18 581 personnes), Logone et Birni (12 190 personnes) et Blangoua (7 566 personnes). Les PDI proviennent majoritairement du Logone et Chari (99%). Il y a eu une augmentation de 6% du nombre total de PDI dans le Logone-et-Chari depuis le round 8 qui s'est concentré dans les arrondissements de Blangoua (3 villages) et Darak, où l'arrivée massive des populations déplacées était due à l'attaque de Boko Haram dans la localité de Bargaram du 22 juin. Les rumeurs d'attaques et le départ des forces militaires dans l'arrondissement de Fotokol ont provoqué des déplacements de PDI vers les camps d' Afadé, situés dans l'arrondissement de Makary.

Le nouvel accès aux villages de ce département (66% des nouveaux villages se trouvent dans le Logone-et-Chari) explique également l'augmentation du nombre de PDI constatée depuis la dernière collecte.

¹⁵ Ceci est une région distincte et n'est pas à confondre avec la région de l'Extrême Nord.

¹⁶ Veuillez noter que ce tableau reflète le motif du premier déplacement. Dans beaucoup des cas, il s'agit des mouvements secondaires et ceux-ci sont souvent liés à des questions climatiques et économiques, notamment lors de la saison pluvieuse.



Dans le Logone-et-Chari, 13 306 ménages vivent dans des familles d'accueil, 3 498 dans des maisons en location, 4 180 dans des sites spontanés, 7 dans les centres collectifs et 213 en plein air. Ceci représente une augmentation des familles d'accueil, une baisse de location, une baisse de site spontané, une hausse de centres collectifs et une baisse importante en plein air.

MAYO-DANAY

9 968 PDI résident dans ce département, ce qui représente 4% du total régional. Les arrondissements qui accueillent le plus grand nombre de PDI sont Maga (5 247 personnes), Gueme (1 618 personnes), Gobo (1 296 personnes) et Yagoua (1 200 personnes). Ces populations viennent du Mayo Danay (94%) et du Mayo-Sava (6%).

Dans le département du Mayo-Danay, on observe une diminution de 1% du nombre de PDI. Ces changements se sont opérés principalement dans l'arrondissement de Guere où 194 PDI (11 ménages) qui étaient installés dans le village de Mouka suite aux inondations de 2012, ont décidé de regagner leurs villages respectifs. En revanche, en dehors de légers déplacements au sein du même village de Mouka, quelques ménages ont regagné leur localité d'origine à Ardaf. On note dans la même lancée, une augmentation de 72 PDI dans l'arrondissement de Yagoua en provenance de Gobo.



Dans le Mayo Danay, 735 ménages vivent dans des sites spontanés, 89 dans des maisons en location, 211 dans des centres collectifs et 384 dans des familles d'accueil. Ceci représente une augmentation des sites spontanés et une baisse dans les autres types d'abris.

MAYO-KANI

Le Mayo-Kani est le département ayant le moins de PDI, à savoir 137, soit moins d'un % de l'effectif total. Ce département étant éloigné des zones d'insécurité, il n'accueille qu'un nombre limité de populations fuyant le conflit. On observe cependant une variation de la présence des PDI dont la mobilité est influencée par les changements climatiques puisque le département comprend des zones de pâturage importantes. 46% des PDI se déplacent au sein de leur propre département d'origine, et les 54% restant viennent du Mayo Sava justement à la recherche de terres cultivables.

Le Mayo-Kani a connu une baisse de 44% du nombre de PDI par rapport au round précédent. Dans l'arrondissement de Moutourwa, 14 PDI (10 ménages) ont décidé de quitter le village de Mouda pour le Nord du Cameroun¹⁷ à la recherche d'opportunités économiques et des terres cultivables. Dans l'arrondissement de Kaele, il y a une diminution de 54% par rapport au round 8 notamment dans les villages de Bourgari (22 personnes de moins), Djidoma (29 personnes de moins), Kaele (8 personnes de moins), Lara (14 personnes de moins) et Zadili (16 personnes de moins). Ces populations sont parties faire l'agriculture dans Lagdo, au sein du département de la Benoué au Nord Cameroun, où le climat y est plus propice.



Dans le Mayo Kani, 2 ménages déplacés vivent en location, et 18 dans des familles d'accueil. Ceci représente une baisse dans les eux types d'abris, attribuable à la baisse importante de PDI dans ce département depuis la dernière collecte.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



¹⁷ Veuillez noter que ceci est une région à part et n'est pas à confondre avec l'Extrême Nord.

MAYO-SAVA

Avec 58 653 PDI (25% du total Régional), ce département concentre la deuxième plus grande proportion de populations déplacées internes. Les arrondissements de Kolofata (12 364 personnes) et Mora (44 459 personnes) sont régulièrement affectés par les incidents sécuritaires, ce qui explique l'intensité des mouvements des populations déplacées. Dans le Mayo Sava, 98% des déplacés sont originaire du même département.

Le Mayo-Sava a connu une augmentation de 3% du nombre de PDI depuis la dernière collecte. Les villages le plus affectés sont Meme (16 533 personnes) et Kossa (11 192 personnes), les deux dans l'arrondissement de Mora. Dans l'arrondissement de Kolofata, le village d'Amchide accueille 196 individus PDI de plus depuis Mai 2017 (pour une population déplacé totale de 8 408 individus dont 3 864 PDI et 4 544 retournées) car les personnes sont rassurées par le système de sécurité renforcée dans la ville. A Kolofata Centre, des nouveaux PDIs affluent des villages comme Alagarno, et Tambalam dans l'arrondissement de Pette, qui sont exposés à des menaces de Boko Haram. Ces populations initialement déplacées dans les départements du Diamaré et du Mayo Tsanaga, dans l'arrondissement de Koza, se replient dans Amchide afin d'être plus proche de leurs terres (villages de résidence initiaux).



Dans le Mayo Sava, 4 727 ménages vivent dans des sites spontanés, 3 238 dans des maisons en location, 104 dans des centres collectifs, 179 en plein air et 2 115 dans des familles d'accueil. Ceci représente une augmentation des sites spontanés, une diminution de maisons en locations, de centres collectifs et de personnes vivant en plein air et une augmentation de personnes vivant dans des familles d'accueil.

MAYO-TSANAGA

Ce département accueille 35 970 PDI, 15% du total régional, principalement dans les arrondissements de Koza (15 890 personnes), Mozogo (9 135 personnes) et Mokolo (8 444 personnes). 86% des PDIs se déplacent au sein du département et les 14% restants viennent du Mayo Sava.

Dans le département du Mayo-Tsanaga, on constate une diminution de 4% du nombre de PDI. Cette diminution se note principalement dans les arrondissements de Koza avec 1 787 personnes de moins et Hina avec 241 personnes en moins depuis la dernière collecte. Ces personnes ont quitté leurs zones d'origine pour se rendre à la région du Nord dans l'espoir d'y trouver des terres plus propices à l'agriculture. Bien que la tendance globale du département soit une diminution, nous notons cependant des légères augmentations dans les autres arrondissements, qui s'expliquent paradoxalement aussi par la recherche des terres cultivables. Le choix de se déplacer au sein du même département ou dans un autre département/une autre région est influencé par les moyens financiers et les liens familiales des populations.



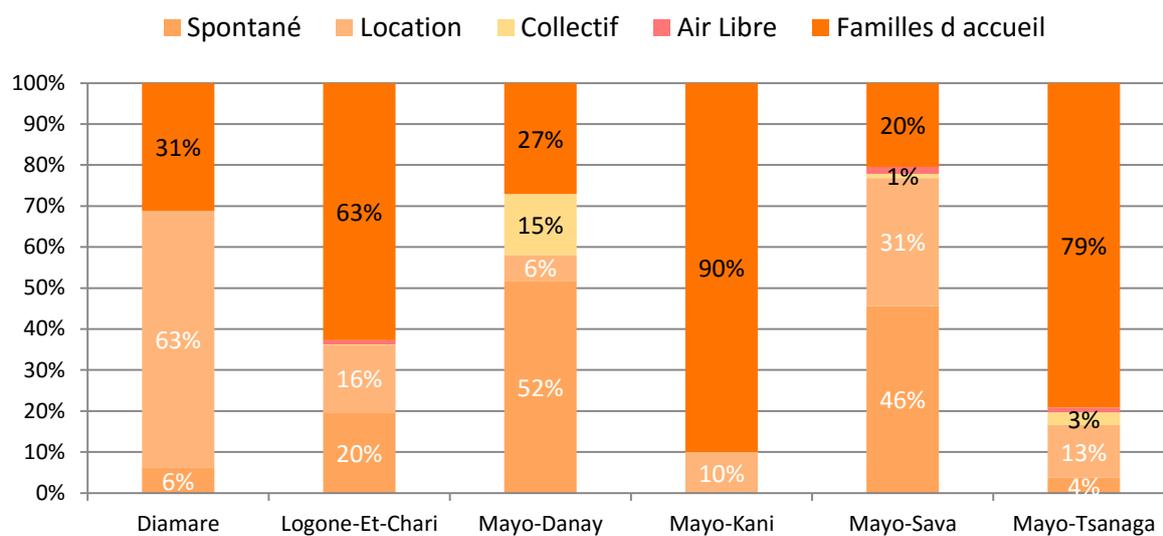
Dans le Mayo Tsanaga, 227 ménages vivent dans des sites spontanés, 789 dans des maisons en location, 193 dans des centres collectifs, 74 en plein air et 4 860 dans des familles d'accueil. Ceci représente une augmentation de sites spontanés, de maisons en location et des centres collectifs et une baisse de personnes vivant en plein -air et dans des familles d'accueil.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Types d'abris pour les populations déplacées internes



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



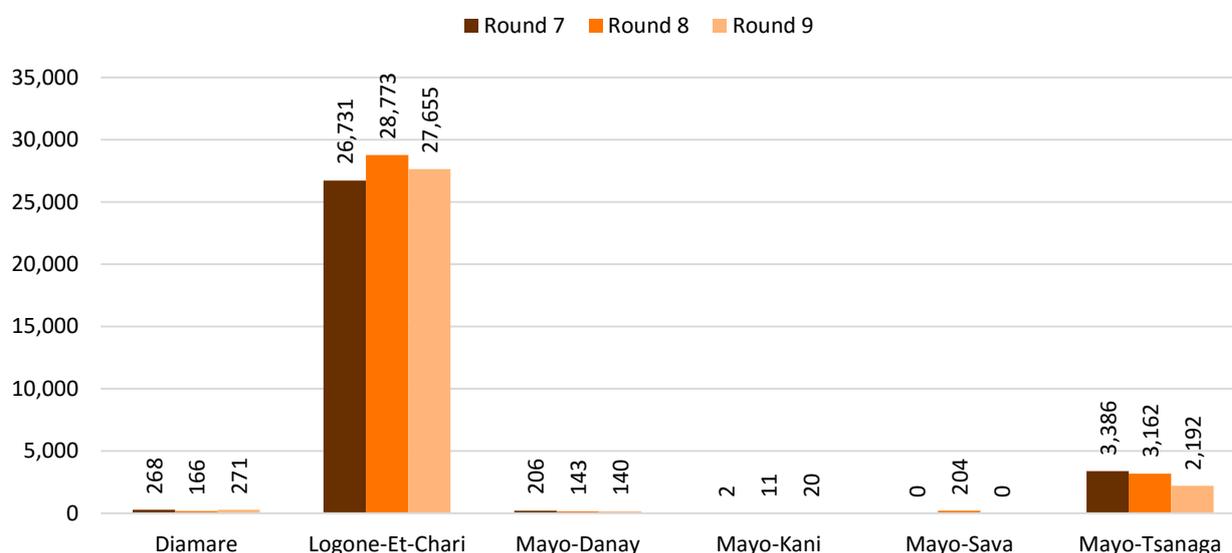
RÉFUGIÉS NON-ENREGISTRÉS

D'après la collecte de données du mois de juillet 2017, la région de l'Extrême Nord compte 30 278 réfugiés non-enregistrés. Ces résultats reflètent une diminution de 7% par rapport à de la collecte du mois de juin 2017 (2 181 personnes de moins¹⁸) et une diminution d'1% (315 personnes de moins) par rapport à la collecte de février 2017. Cette diminution s'explique par le retournés refugies non-enregistres dans le Mayo Sava, le Mayo-Tsanaga et le Logone et Chari vers le Nigeria. Ces décisions sont du dû en partie à la recrudescence des attaques Boko Haram dans la région de l'Extrême Nord ainsi que la recherche d'opportunités économiques pendant la saison pluvieuse. Dans le Mayo-Tsanaga, des activités d'enregistrement ont également impacté sur la présence des réfugiés non-enregistrés et de leur volonté de s'identifier comme tel.

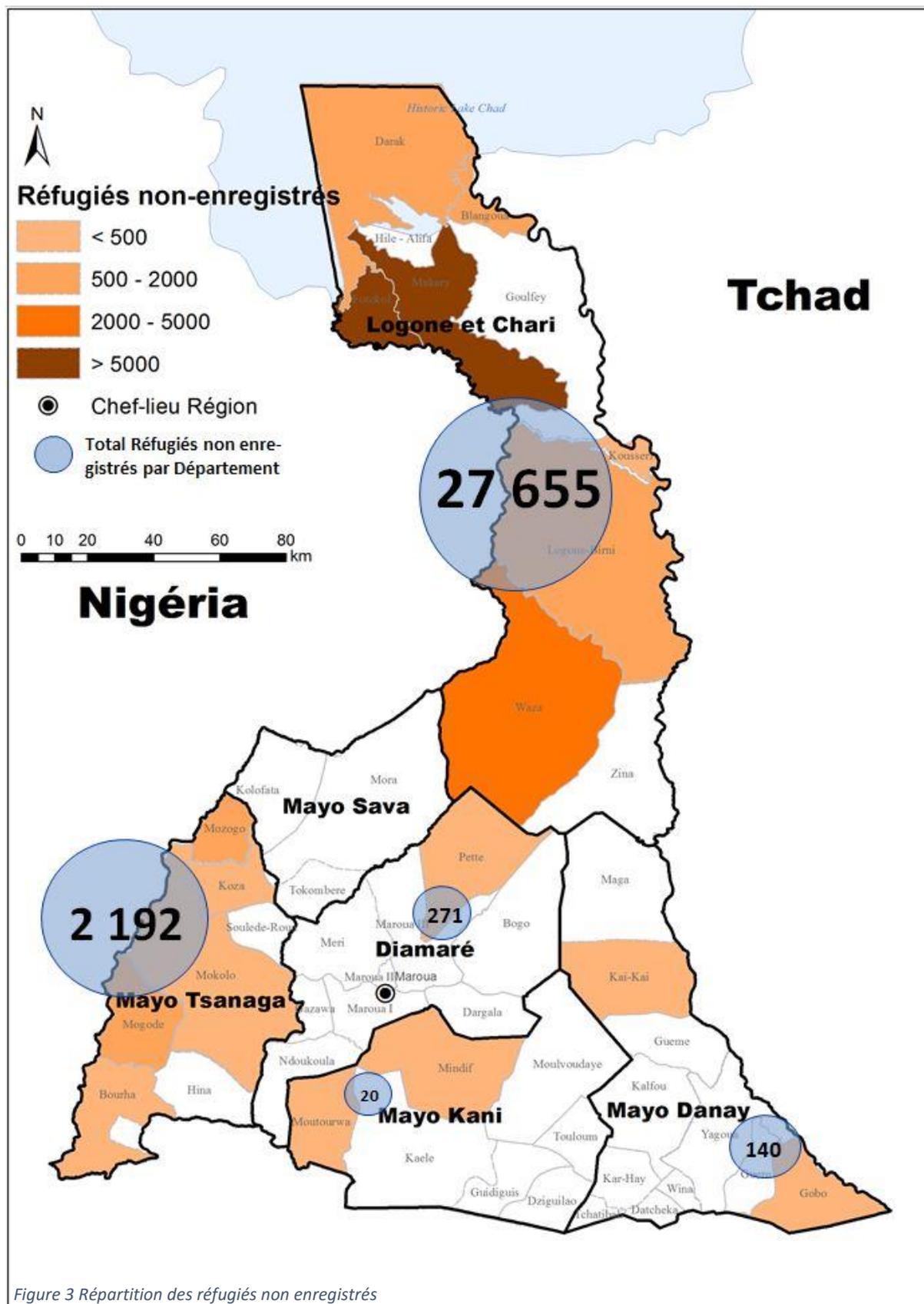
La répartition des réfugiés non-enregistrés par arrondissement évolue depuis le round 8 comme suit :

Départements	Round 6	Round 7	Round 8	Round 9	Variation 8-9
Diamare	170	268	166	271	63%
Logone-Et-Chari	19 569	26 731	28 773	27 655	-4%
Mayo-Danay	141	206	143	140	-2%
Mayo-Kani	2	2	11	20	82%
Mayo-Sava	0	0	204	0	-100%
Mayo-Tsanaga	3 548	3 386	3 162	2 192	-31%
Total	23 430	30 593	32 459	30 278	7%

Évolution des réfugiés non-enregistrés par département



¹⁸ Ces résultats ont été coordonnés et vérifiés avec le bureau d'OIM Nigéria. Bien que les chiffres ne sont pas exactement les mêmes, ils sont assez proches pour pouvoir assurer leur fiabilité. La différence peut être attribué au caractère non-organisé de ces mouvements, rendant la distinction entre refugies non-enregistrés et PDI difficile.



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



DIAMARÉ

Le Diamaré compte 271 réfugiés non-enregistrés à savoir 1% du total régional. Ces résultats reflètent une augmentation de 63% par rapport aux résultats de la collecte de juin 2017 (105 personnes de plus). Dans l'arrondissement de Pette, il y a eu une augmentation importante (115 personnes de plus) qui sont venus du Nigeria fuyant l'instabilité dans la région de Maiduguri et les attaques Kamikazes de Boko Haram à Mora dans le Mayo Sava pour rejoindre leurs familles déjà établies dans le village de Djabire.



Dans le Diamaré, la majorité (24) des ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans des sites spontanés et 9 ménages vivent dans des familles d'accueil. Aucune variation importante en termes d'abris n'est notée par rapport au round 8.

LOGONE-ET-CHARI

Le Logone-et-Chari accueille un total de 27 655 réfugiés non-enregistrés, ce qui représente 81% des réfugiés non-enregistrés de la région. Cela représente une diminution de 4% par rapport aux résultats de la collecte de juin 2017 (2 623 personnes de moins). La majorité de cette population se trouve dans les arrondissements de Makary (14 560 personnes), Fotokol (5 540 personnes), et Waza (3 320 personnes). Malgré la baisse générale dans le département et la région, il y a une augmentation de réfugiés non-enregistrés dans les arrondissements de Blangoua et Fotokol avec l'arrivée des réfugiés Nigériens fuyant les affrontements entre Boko Haram et l'armée nigérienne.



Dans le Logone-et-Chari, 2 619 des ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans des familles d'accueil, 1 531 vivent dans des sites spontanés, 157 vivent dans des maisons en location et 23 en plein air. Ceci montre une diminution de personnes vivant dans des sites spontanés mais une augmentation dans les autres types d'abris susmentionnés.

MAYO-DANAY

140 réfugiés non-enregistrés résident dans ce département. Ceci représente une diminution de 2% par rapport aux résultats de la collecte de juin 2017 (3 personnes de moins). L'effectif des réfugiés non-enregistrés est resté constant dans tous les arrondissements sauf à Gobo où 3 personnes sont rentrées à Moutourwa dans le Mayo Kani qu'ils avaient quitté en 2012 à cause des inondations.



Dans le Mayo Danay, 18 ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans des maisons en location et 14 dans des familles d'accueil. Aucune variation importante n'est à noter en termes d'abris.

MAYO-KANI

20 réfugiés non-enregistrés se trouvent dans ce département. Ces résultats reflètent une augmentation de 82% par rapport à la collecte de juin 2017. Cette augmentation est due à la réticence, lors des dernières collectes, des personnes à s'identifier comme réfugiés non-enregistrés, notamment chez les femmes qui ont reçu des instructions de leurs maris de ne pas dévoiler leur statut. Des liens de confiance s'étant établis entre la population et les énumérateurs sur le terrain, ces personnes se sont identifiées. Il ne s'agit donc pas d'un afflux nouveau de cette population dans le département.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne





Dans le Mayo-Kani, deux ménages des réfugiés non-enregistrés vivent dans une famille d'accueil et un ménage vit dans une maison louée.

MAYO-SAVA

Lors de cette collecte nous n'avons enregistré aucun réfugié non-enregistré. Ce résultat traduit une diminution de 100% par rapport aux résultats de la dernière collecte de données (204 personnes en moins). Les autorités administratives de Kolofata ont demandé aux chefs de villages de recenser et déclarer les réfugiés qu'ils hébergeraient au niveau des sous-préfectures. Il en ressortait que certains ménages de réfugiés étaient séparés entre Banki et Kolofata. Une initiative de l'armée Nigériane a donc été menée le 24 juin, avec pour but de raccompagner les réfugiés non enregistrés au Nigeria. Une estimation de 887 individus inclus les 204 réfugiés non enregistrés de Kolofata ont été conduits au Nigeria, répartis sur les sites de Bama, Goza et Banki.



Tous les ménages réfugiés non-enregistrés ont quitté le département.

MAYO-TSANAGA

Ce département accueille 2 192 réfugiés non-enregistrés, 7% du total régional. Ce résultat indique une diminution de 31% par rapport aux résultats de la dernière collecte de données (970 personnes de moins). Dans l'arrondissement de Mogode, dans le village du même nom il y a eu une diminution importante (1 016 personnes de moins) de réfugiés qui sont retournés au Nigeria à cause du manque d'espace pour cultiver. Il y a également eu une diminution des réfugiés dans le village de Rutte qui sont aussi retournés pour cause de mésententes avec la population hôte. Ces diminutions ont cependant été accompagnées par une augmentation de la population cible dans les arrondissements de Koza et de Mozogo qui s'explique par des personnes venues pour rejoindre leurs familles installées dans ces deux zones.



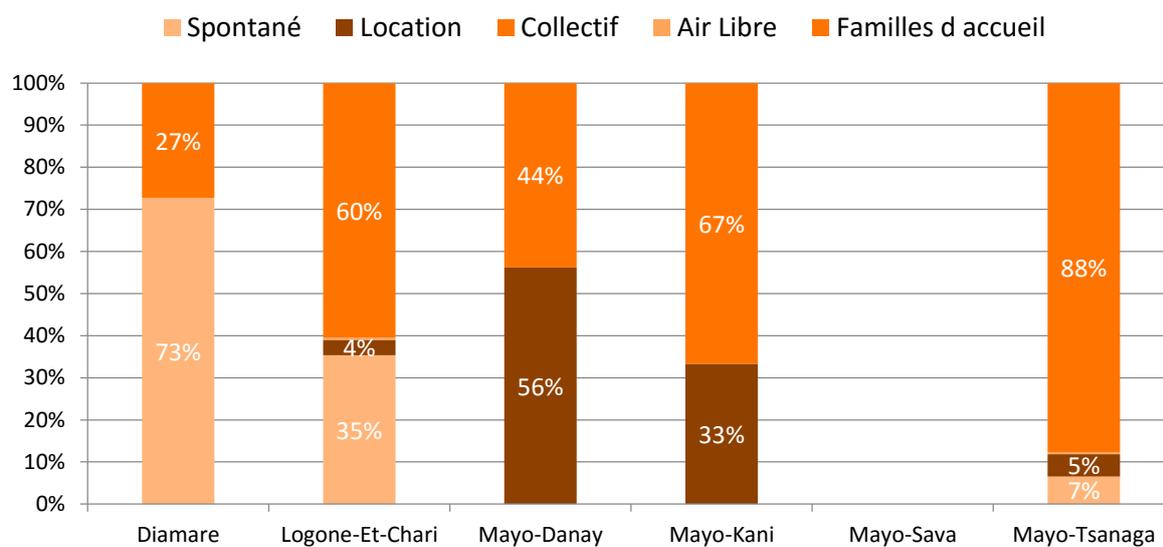
Dans le Mayo Tsanaga, 348 des ménages de réfugiés non-enregistrés vivent dans des familles d'accueil, 26 dans des sites spontanés, 21 dans des maisons en location et 2 en plein-air. Ceci reflète une diminution pour tout type d'abris susmentionnés.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Types d abris pour les refugiés non enregistrés



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne

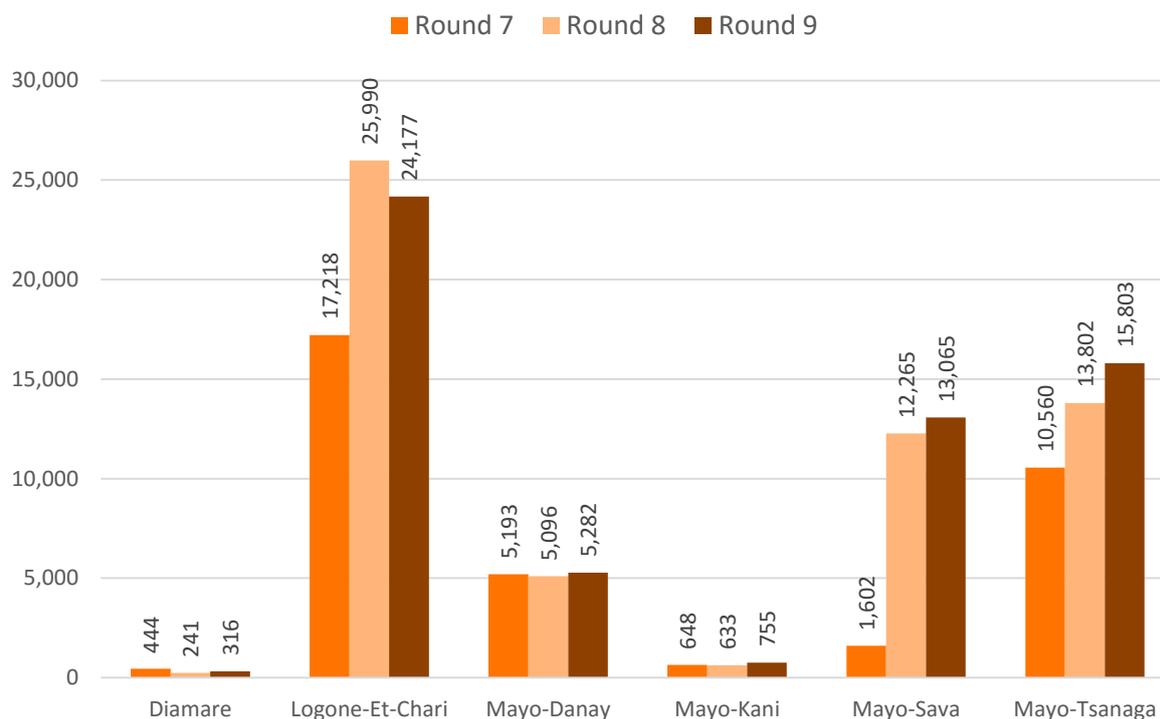


RETOURNÉS

D'après les résultats de la collecte du mois de juillet 2017, la région de l'Extrême Nord compte 59 398 personnes retournées. Ces résultats traduisent une augmentation de 2% par rapport aux résultats de la collecte du mois de juin 2017 (1 371 personnes de plus) et une augmentation de 37% (15 963 personnes de plus) par rapport à celle de février 2017. Cette augmentation s'explique principalement par un retour à la stabilité dans certaines zones comme Kolofata Centre dans le Mayo Sava, ainsi que par l'arrivée de la saison pluvieuse et les déplacements cycliques liés au climat (pâturages).

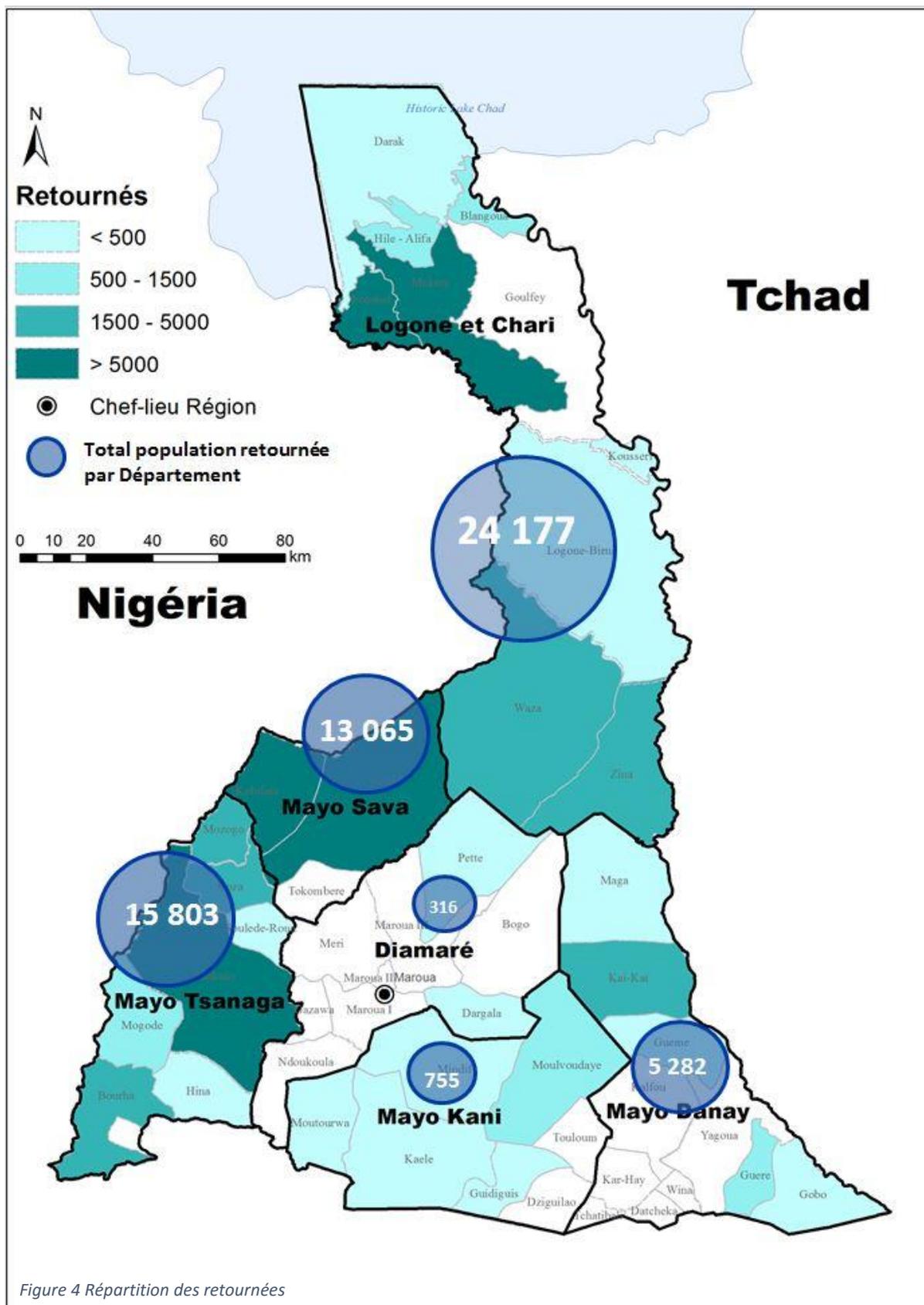
Départements	Round 6	Round 7	Round 8	Round 9	Variation 8-9
Diamare	444	413	241	316	31%
Logone-Et-Chari	17 218	17 917	25 990	24 177	-7%
Mayo-Danay	5 193	2 982	5 096	5 282	4%
Mayo-Kani	648	648	633	755	19%
Mayo-Sava	1 602	9 851	12 265	13 065	7%
Mayo-Tsanaga	10 560	11 624	13 802	15 803	14%
Total	35 665	43 435	58 027	59 398	2%

Évolution des retournés par départements



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne





DIAMARÉ

Le Diamaré compte 316 retournés à savoir 1% du total régionale. Ce résultat traduit une augmentation de 31% depuis la collecte de juin 2017. Cette population se concentre principalement dans l'arrondissement de Dargala (312 personnes).

La dynamique de déplacement dans ce département est cyclique mais présente une particularité intéressante. Il s'agit de personnes d'origine Camerounaise, vivant en Centrafrique avant la crise qui ont fui avec la venue de l'instabilité en Centrafrique pour s'installer à Garoua Boulai. Depuis lors, ils se déplacent entre Garoua Bouali et leur lieu d'origine, Dargala, en fonction des saisons pour rejoindre leur famille et les aider à faire les travaux agricoles pendant la saison pluvieuse.



Dans le Diamaré, la majorité (27) des ménages vit dans des familles d'accueil et 2 ménages ont pu réintégrer leurs domiciles d'origine.¹⁹

LOGONE-ET-CHARI

Le Logone-et-Chari accueille un total de 24 177 retournés, ce qui représente 41% des retournés de la région. Ce résultat reflète une diminution de 7% par rapport aux résultats de la collecte de juin 2017. Cette diminution se note surtout l'arrondissement de Hile Alfa dans les villages de Goretal Goutoun (1 863 personnes de moins), Djibouniba (390 personnes de moins) et Terbou (328 personnes de moins). Ces personnes sont retournées vers leurs lieux d'origine suite aux attaques de Bargaram du 22 juin. Bien que la tendance générale dans le département est à la baisse, dans l'arrondissement de Waza, le village de Layode qui était vide auparavant, a enregistré 310 retournés venus de Djingui à la recherche d'opportunités économiques.



Dans le Logone-et-Chari, 3 394 ménages sont rentrés dans leurs habitations d'origine, 187 vivent chez des familles d'accueil, 12 louent des maisons et 8 vivent dans des sites spontanés. Ceci représente une diminution important des personnes vivant dans des familles d'accueil (515 personnes de moins), et une légère baisse dans les autres types d'abris susmentionnés à l'exception des personnes louant des maisons dont la proportion n'a pas changé depuis la dernière collecte.

MAYO-DANAY

5 282 retournés résident dans ce département, ce qui représente 9% du total régional. Ce résultat représente une augmentation de 4% par rapport à la collecte de juin 2017. Les changements se sont fait remarquer dans les arrondissements de Guere et notamment dans le village de Mouka ou 15 ménages (206 individus) dont rentrés pour faire l'agriculture.



Dans le Mayo Danay, 643 ménages ont pu réintégrer leurs habitations originales, 120 vivent dans des familles d'accueil, 87 vivent dans des sites spontanés et 4 vivent dans des maisons en location. A l'exception d'une baisse de 57 ménages vivant dans des sites spontanés, ces résultats ne présentent pas de variations importantes par rapport à la collecte précédente.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



MAYO-KANI

755 retournés se trouvent dans ce département. Ceci représente une augmentation de 19% par rapport au round 8. Dans l'arrondissement de Kaele il y a eu une augmentation de 108 individus qui sont rentrés de l'Etat du Borno au Nigeria en raison de l'augmentation des violences perpétrées par Boko Haram.



Dans le Mayo-Kani, 1 ménage a pu réintégrer son habitation d'origine alors 112 ménages vivent dans des familles d'accueil et 5 dans des maisons en location. Ceci reflète une diminution sur tous les plans à l'exception de personnes vivant dans les familles d'accueil (une augmentation de 27 ménages a été enregistrée).

MAYO-SAVA

Avec 13 065 retournés, (32% du total régional), ce département concentre la troisième plus grande proportion de populations retournées, représentant une augmentation de 6.5% par rapport à la dernière collecte. Cette augmentation se note principalement dans l'arrondissement de Kolofata avec 983 personnes de plus. Le village d'Amchide se démarque au sein de l'arrondissement, par sa forte concentration en retournés (81% du total de retournés de l'arrondissement) provenant du Diamaré, et de Mayo-Tsanaga (Koza). Outre les raisons liées à l'amélioration de la situation sécuritaire et l'accès aux terres cultivables, cette augmentation s'explique par des loyers plus abordables dans le Mayo-Sava par rapport à ceux dans les lieux de déplacement.



Dans le Mayo Sava, 1 459 des ménages ont pu réintégrer leurs habitations d'origine alors que 610 ménages vivent dans des familles d'accueil et 20 ménages dans des sites spontanés. Ceci représente une augmentation sur tous les plans et notamment une augmentation de 117 ménages qui ont pu réintégrer leurs propres maisons.

MAYO-TSANAGA

Ce département accueille 15 803 personnes, 27% du total régional. Ceci montre une augmentation de 14% par rapport à la dernière collecte de données. L'arrondissement de Koza, qui n'a pas vu de retours lors de la dernière collecte, a été particulièrement concerné par cette augmentation avec le retour de 2 083 personnes. Les arrondissements de Mogode et Soulede-Roua ont également vu des augmentations, bien que moins importantes. Ces retours, comme partout dans la région sont expliqués par la perception d'une situation sécuritaire améliorée ainsi que la recherche des terres cultivables.

Des 15 803 retournés, 9 843 étaient des anciens PDI (dont 6 667 en provenance d'autres lieux au sein du même département) et 5 960 étaient de retour depuis le Nigéria.



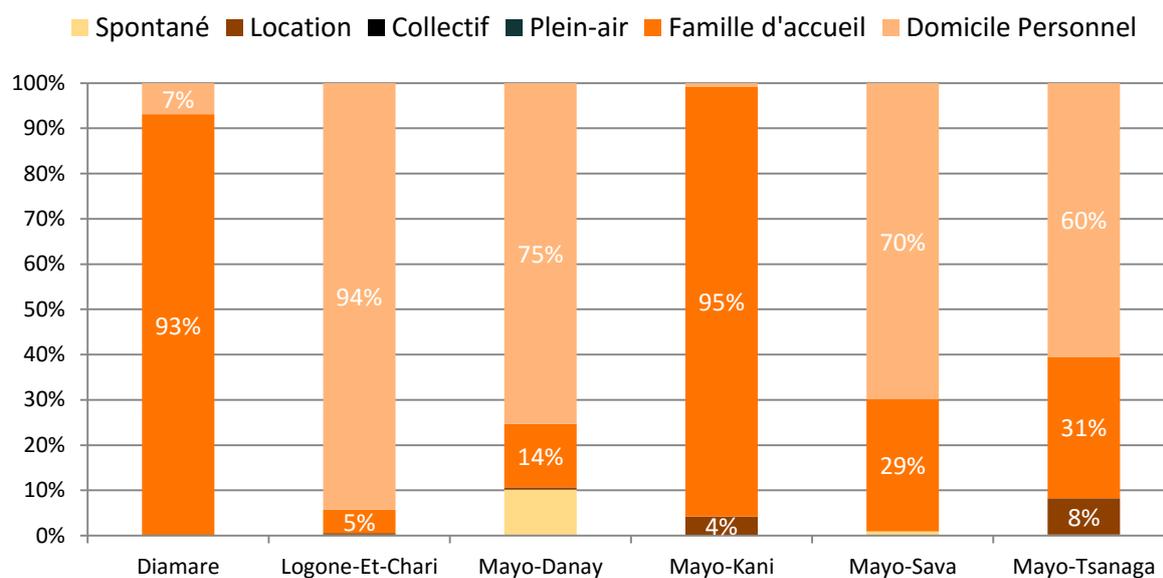
Dans le Mayo Tsanaga, 1 704 ménages vivent dans leurs habitations d'origine, 881 dans des familles d'accueil, 226 dans des maisons en location et 7 dans des sites spontanés



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



Types d'abris pour les populations retournées



Financé par la protection civile et l'aide humanitaire de l'Union européenne



TENDANCES

Cette section donne un aperçu des changements survenus depuis le mois de Juin dans les localités administratives couvertes par la DTM, en prenant pour base d'observation le même échantillon de localités du round précédent²⁰. Les 14 nouveaux villages identifiés pour ce round ne sont donc pas pris en compte dans cette section.

D'un point de vue de la sécurité, les derniers mois ont été marqués par une vague d'attaques et d'incursions armées recensées depuis le début du mois de juin qui a forcément un impact sur les mouvements observés dans ce round 9. En outre, la saison des pluies propice aux travaux agricoles, est un facteur attractif pour les populations en quête de moyens de subsistance en zone de déplacement ou de retour notamment pour ceux qui ne possèdent pas les terres cultivables et peuvent offrir leur service contre rétribution. Ceci a également un impact important sur les mouvements observés dans ce rapport. Certains ménages déplacés peuvent également mettre à profit cette saison pour tenter de renouer des liens avec leurs plantations (parfois dans les zones abandonnées à cause des conflits ou des inondations) et qui peut également expliquer la hausse des retours dans certains départements.

Partant de ces faits, il se dégage donc :

- Une hausse de 2.1% des PDI (dont le Logone-et-Chari à lui seul accueille 4 789 individus supplémentaires, suivi du Mayo-Sava avec 1 788 individus.²¹ Le changement dans le département du Logone-Et-Chari s'attribue aux villages d'Abassouni 1 et Afade Camp, qui accueillent une proportion non négligeable de populations déplacées en provenance d'Hile Alifa suite aux incidents de Bargaram le 22 juin, et de Maniguidé le 28 juin. Cependant, d'autres départements tels le Mayo-Tsanaga se distinguent par une diminution de leur population déplacée interne (1 357 individus en moins), expliqué par des mouvements saisonniers en direction du Nord Cameroun. Cette tendance est également observable dans le Diamaré, Mayo-Danay, Mayo-Kani avec respectivement des diminutions de 156, 105, et 109 individus.
- Une hausse de 2.3% des retours (1 334 individus en plus).
- Une baisse de 8.37% des réfugiés non-enregistrés (2 719 individus en moins).

En ce qui concerne les 14 nouveaux villages²² 2 681 PDI, 538 réfugiés non-enregistrés et 37 retournés ont été observés, influencés par les mêmes incidents de Bargaram et Maniguidé. Ces populations n'ont pas été prises en compte ci-dessus, du fait que ces villages n'étaient pas inscrits au nombre des localités du DTM numéro 8.

²⁰ Il s'agit des mêmes 712 localités évalués lors du round 8 telles que mentionnées dans le narratif dans le septième paragraphe de la page 6.

²¹ Ce chiffre égale bien plus que 4 798 mais les diminutions citées ci-après comblent cet excédent.

²² Nous tenons uniquement compte des villages inhabités. Le nombre de 60 villages cité dans l'annexe comprend 4 villages non-habités.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



TEMOIGNAGES

Ce document a été créé afin d'apporter, en complément de l'analyse quantitative proposée par les rapports DTM, une lecture plus qualitative de la situation et des conditions de vie des personnes déplacées. Le but de ces témoignages est de donner un visage humain aux données statistiques présentées tout au long de l'année par l'OIM à travers les rapports DTM. Pour ce faire, nous publions ces récits récoltés par le personnel de l'OIM lorsque celui-ci vient au contact des populations lors de ses exercices de collecte d'information auprès des déplacés. Les prénoms cités ont été délibérément modifiés afin de préserver l'anonymat des personnes interrogées.

Cameroon | Rapport DTM, Région de l'Extrême Nord, | Round 9 | 26 juin – 7 juillet 2017



IOM Cameroon PSS team in Kousseri © IOM Cameroon 2017

“Nous venons d’Afade, où l’insécurité nous a contraint à nous déplacer vers Kousseri, où nous avons une meilleure sensation sécuritaire. Je me suis déplacé avec les enfants de mes proches parents, suite à une succession d’attentats. Un jour on nous a dit qu’il fallait rentrer à Afade. Tous les adultes ont été embarqués et ramenés mais les enfants sont restés derrière. Je suis revenu le même jour à Kousseri mais beaucoup de mes frères n’ont pas pu faire pareil. Il y a donc beaucoup d’enfants non accompagnés à Kousseri. On les nourrit comme on peut, comme s’ils étaient des

nôtres, mais il manque en nourriture et en matériel scolaire. »

-Moussa. 70 ans. Tailleur.

Il y a une importante partie de la population des PDI à Kousseri qui vient d’Afade, où l’insécurité demeure. Sur la base des données fournies par la DTM, l’OIM fournit de l’assistance psychosociale aux populations vulnérables, et notamment aux enfants non accompagnés dans la ville de Kousseri.



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXES

- Annexe I: Populations déplacées (tableau)
- Annexe II: Raisons des déplacements (tableau)
- Annexe III: Nouveaux villages recensés (tableau)
- Annexe IV: Variation sur base fixe du Round 8 (tableau)



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE I

POPULATIONS DÉPLACÉES

	DÉPARTEMENTS / ARRONDISSEMENT	PDI's	RETOURNES	REFUGIES NON ENREGISTRÉS	TOTAL
	Diamare	5 440	316	271	6 027
1	Dargala	0	312	0	312
2	Gazawa	339	0	0	339
3	Maroua II	741	0	0	741
4	Maroua III	2 259	0	0	2 259
5	Meri	82	0	0	82
6	Pette	2 019	4	271	2 294
	Logone-Et-Chari	125 745	24 177	27 655	177 577
7	Blangoua	7 566	643	1 298	9 507
8	Darak	3 466	429	1 158	5 053
9	Fotokol	18 581	7 637	5 540	31 758
10	Goulfey	2 322	0	0	2 322
11	Hile-Alifa	5 336	512	0	5 848
12	Kousseri	19 792	6	59	19 857
13	Logone-Birni	12 190	70	1 720	13 980
14	Makary	48 337	7 649	14 560	70 546
15	Waza	3 046	3 334	3 320	9 700
16	Zina	5 109	3 897	0	9 006
	Mayo-Danay	9 968	5 282	140	15 390
17	Gobo	1 296	50	130	1 476
18	Gueme	1 618	420	0	2 038
19	Guere	33	1 069	0	1 102
20	Kai-Kai	574	3 726	10	4 310
21	Maga	5 247	17	0	5 264
22	Yagoua	1 200	0	0	1 200
	Mayo-Kani	137	755	20	912
23	Guidiguis	0	78	0	78
24	Kaele	83	108	0	191
25	Mindif	0	37	9	46
26	Moulvoudaye	0	528	0	528
27	Moutourwa	54	4	11	69
	Mayo-Sava	58 653	13 065	0	71 718
28	Kolofata	12 364	5 593	0	17 957
29	Mora	44 459	7 472	0	51 931
30	Tokombere	1 830	0	0	1 830
	Mayo-Tsanaga	35 970	15 803	2 192	53 965



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



31	Bourha	208	1 566	90	1 864
32	Hina	404	251	0	655
33	Koza	15 890	2 083	35	18 008
34	Mogode	0	979	1 303	2 282
35	Mokolo	8 444	5 913	199	14 556
36	Mozogo	9 135	4 631	565	14 331
37	Soulede-Roua	1 889	380	0	2 269
	TOTAL	235 913	59 398	30 278	325 589



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE II

RAISONS DES DÉPLACEMENTS

DEPARTEMENT	CONFLITS		DESASTRES NATURELS		AUTRE		TOTAL	
	#	%	#	%	#	%	#	%
Diamare	5 715	1.76%	0	0.00%	312	0.10%	6 027	1.85%
1 Dargala	0	0.00%	0	0.00%	312	0.10%	312	0.10%
2 Gazawa	339	0.10%	0	0.00%	0	0.00%	339	0.10%
3 Maroua II	741	0.23%	0	0.00%	0	0.00%	741	0.23%
4 Maroua III	2 259	0.69%	0	0.00%	0	0.00%	2 259	0.69%
5 Meri	82	0.03%	0	0.00%	0	0.00%	82	0.03%
6 Pette	2 294	0.70%	0	0.00%	0	0.00%	2 294	0.70%
Logone-Et-Chari	165 725	51%	11 782	3.62%	70	0.02%	177 577	54.54%
7 Blangoua	7 490	2.30%	2 017	0.62%	0	0.00%	9 507	2.92%
8 Darak	5 053	1.55%	0	0.00%	0	0.00%	5 053	1.55%
9 Fotokol	31 758	9.75%	0	0.00%	0	0.00%	31 758	9.75%
10 Goulfey	2 322	0.71%	0	0.00%	0	0.00%	2 322	0.71%
11 Hile-Alifa	5 848	1.80%	0	0.00%	0	0.00%	5 848	1.80%
12 Kousseri	19 857	6.10%	0	0.00%	0	0.00%	19 857	6.10%
13 Logone-Birni	13 461	4.13%	449	0.14%	70	0.02%	13 980	4.29%
14 Makary	70 546	21.67%	0	0.00%	0	0.00%	70 546	21.67%
15 Waza	9 390	2.88%	310	0.10%	0	0.00%	9 700	2.98%
16 Zina	0	0.00%	9 006	2.77%	0	0.00%	9 006	2.77%
Mayo-Danay	725	0%	14 556	4.47%	109	0.03%	15 390	4.73%
17 Gobo	147	0.05%	1 296	0.40%	33	0.01%	1 476	0.45%
18 Gueme	0	0.00%	2 038	0.63%	0	0.00%	2 038	0.63%
19 Guere	0	0.00%	1 102	0.34%	0	0.00%	1 102	0.34%
20 Kai-Kai	0	0.00%	4 300	1.32%	10	0.00%	4 310	1.32%
21 Maga	578	0.18%	4 686	1.44%	0	0.00%	5 264	1.62%
22 Yagoua	0	0.00%	1 134	0.35%	66	0.02%	1 200	0.37%
Mayo-Kani	834	0%	0	0.00%	78	0.02%	912	0.28%
23 Guidiguis	0	0.00%	0	0.00%	78	0.02%	78	0.02%
24 Kaele	191	0.06%	0	0.00%	0	0.00%	191	0.06%



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



25	Mindif	46	0.01%	0	0.00%	0	0.00%	46	0.01%
26	Moulvoudaye	528	0.16%	0	0.00%	0	0.00%	528	0.16%
27	Moutourwa	69	0.02%	0	0.00%	0	0.00%	69	0.02%
	Mayo-Sava	70 543	22%	0	0.00%	1 175	0.36%	71 718	22.03%
28	Kolofata	17 957	5.52%	0	0.00%	0	0.00%	17 957	5.52%
29	Mora	50 756	15.59%	0	0.00%	1 175	0.36%	51 931	15.95%
30	Tokombere	1 830	0.56%	0	0.00%	0	0.00%	1 830	0.56%
	Mayo-Tsanaga	53 501	16%	246	0.08%	218	0.07%	53 965	16.57%
31	Bourha	1 762	0.54%	0	0.00%	102	0.03%	1 864	0.57%
32	Hina	655	0.20%	0	0.00%	0	0.00%	655	0.20%
33	Koza	17 686	5.43%	246	0.08%	76	0.02%	18 008	5.53%
34	Mogode	2 282	0.70%	0	0.00%	0	0.00%	2 282	0.70%
35	Mokolo	14 556	4.47%	0	0.00%	0	0.00%	14 556	4.47%
36	Mozogo	14 291	4.39%	0	0.00%	40	0.01%	14 331	4.40%
37	Soulede-Roua	2 269	0.70%	0	0.00%	0	0.00%	2 269	0.70%



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



ANNEXE III

NOUVEAUX VILLAGES RECENCÉS

	Arrondissement	Village	PDIs	Ménages PDIs	Réfugiés ²³	Ménages Réfugiés	Retournés	Ménages Retournés
1	Fotokol	BIDEINE	70	30	0	0	0	0
2	Fotokol	GOLMO ARABE	97	10	38	5	0	5
3	Fotokol	GOLMO KOTOKO	35	15	80	25	0	25
4	Fotokol	HAÏGAYO	440	55	0	0	0	0
5	Fotokol	MAGADI 1	0	0	315	39	0	39
6	Fotokol	MAGADI 2	144	18	96	12	0	12
7	Fotokol	MALMADJA	0	0	0	0	0	0
8	Fotokol	ROUNDE	150	36	310	99	0	99
9	Logone-Birni	AMALGOCH	98	34	0	0	0	0
10	Logone-Birni	AMREF	150	70	0	0	0	0
11	Logone-Birni	ANGOCH	150	30	0	0	0	0
12	Logone-Birni	DEIMA	205	53	0	0	0	0
13	Logone-Birni	DOUGOUMBRA	100	12	0	0	0	0
14	Logone-Birni	GALESS	150	52	0	0	0	0



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



* Il s'agit ici des populations qualifiées de réfugiés non-enregistrés.

ANNEXE IV

VARIATION SUR BASE FIXE DU ROUND 8

	DÉPARTEMENTS	VARIATION PDIs	VARIATION RÉFUGIÉS NON-ENREGISTRÉS	VARIATION RETOURNÉS
	Diamare	-156	105	75
1	Dargala	0	0	75
2	Gazawa	-152	0	0
3	Maroua II	0	0	0
4	Maroua III	0	0	0
5	Meri	7	0	0
6	Pette	-11	105	0
	Logone-Et-Chari	4 728	-1 656	-1 850
7	Blangoua	213	64	30
8	Darak	998	-16	0
9	Fotokol	-575	0	0
10	Goulfey	-382	0	0
11	Hile-Alifa	1 255	0	-2 581
12	Kousseri	182	18	0
13	Logone-Birni	113	-4	30
14	Makary	4 194	-997	253
15	Waza	-621	-721	418
16	Zina	-649	0	0
	Mayo-Danay	-105	-3	186
17	Gobo	-5	-3	-12
18	Gueme	0	0	-5
19	Guere	-194	0	106
20	Kai-Kai	-8	0	80
21	Maga	30	0	17
22	Yagoua	72	0	0
	Mayo-Kani	-109	9	122
23	Guidiguis	0	0	30
24	Kaele	-99	0	108
25	Mindif	0	0	-2
26	Moulvoudaye	0	0	-15
27	Moutourwa	-10	9	1
	Mayo-Sava	1 788	-204	800
28	Kolofata	523	-204	983
29	Mora	1 316	0	-183
30	Tokombere	-51	0	0
	Mayo-Tsanaga	-1 357	-970	2 001



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne



31	Bourha	93	0	0
32	Hina	-241	0	-38
33	Koza	-1 787	35	2 083
34	Mogode	0	-1 016	182
35	Mokolo	138	-2	-142
36	Mozogo	375	13	-113
37	Soulede-Roua	65	0	29
	Total	4 789	-2 719	1 334



Financé par
la protection civile
et l'aide humanitaire
de l'Union européenne

